

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Saint-Michel | [68050](#) |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Daniel Prince, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Saint-Michel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature



Date 14 mai 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	37
Analyse des charges	49

RAPPORT

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Michel

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Michel (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

RAPPORT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

LLG CPA inc.
CPA auditrice, permis de comptabilité publique noA122500
Saint-Rémi, 22 avril 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	4 775 200	4 925 294	4 449 775
Compensations tenant lieu de taxes	2	15 000	15 088	14 871
Quotes-parts	3			
Transferts	4	698 200	598 651	2 837 663
Services rendus	5	324 500	583 362	575 320
Imposition de droits	6	230 000	798 987	190 892
Amendes et pénalités	7	15 000	9 333	11 333
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	27 500	47 308	48 273
Autres revenus	10	121 000	250 994	159 738
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 206 400	7 229 017	8 287 865
Charges				
Administration générale	14	955 000	1 084 394	1 003 753
Sécurité publique	15	1 040 650	1 355 929	1 187 764
Transport	16	904 795	1 354 864	1 339 137
Hygiène du milieu	17	732 140	1 296 574	1 095 988
Santé et bien-être	18	3 600	4 661	3 842
Aménagement, urbanisme et développement	19	306 410	302 327	246 541
Loisirs et culture	20	792 130	1 173 987	1 029 309
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	473 775	534 069	513 792
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 208 500	7 106 805	6 420 126
Excédent (déficit) de l'exercice	25	997 900	122 212	1 867 739
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		17 434 049	15 566 310
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		17 434 049	15 566 310
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		17 556 261	17 434 049

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	32 801	64 561
Débiteurs (note 5)	2	3 141 639	3 907 380
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	3 174 440	3 971 941
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	584 659	1 145 245
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	533 780	639 499
Revenus reportés (note 11)	12	53 825	72 801
Dettes à long terme (note 12)	13	14 076 724	14 784 155
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	15 248 988	16 641 700
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(12 074 548)	(12 669 759)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	29 566 252	30 032 949
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	64 557	70 859
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		
	23	29 630 809	30 103 808
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	17 556 261	17 434 049
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	17 556 261	17 434 049
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	17 556 261	17 434 049
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	997 900	122 212	1 867 739
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(1 034 400)	666 914	1 655 426
Produit de cession	3		20 099	
Amortissement	4		1 133 611	1 101 152
(Gain) perte sur cession	5		(20 099)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(1 034 400)	466 697	(554 274)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		6 302	(38 301)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12			3 407
	13		6 302	(34 894)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(36 500)	595 211	1 278 571
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(12 669 759)	(13 948 330)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(12 669 759)	(13 948 330)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(12 074 548)	(12 669 759)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	122 212	1 867 739
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 133 611	1 101 152
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations	3.1	(20 099)	
	4	1 235 724	2 968 891
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	765 741	(1 250 893)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(105 719)	(203 973)
Revenus reportés	8	(18 976)	(61 683)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	6 302	(38 301)
Autres actifs non financiers	12		3 407
	13	1 883 072	1 417 448
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(666 914)	(1 655 426)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	20 099	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(646 815)	(1 655 426)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	366 600	1 292 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 087 961)	(1 008 360)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(560 586)	(544 994)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	13 930	(6 946)
Autres			
▪	28.1		
	29	(1 268 017)	(268 300)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(31 760)	(506 278)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	64 561	570 839
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	64 561	570 839
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	32 801	64 561

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code Municipal de la province du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité des transactions aux livres de la municipalité, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations corporelles et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds – Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus à l'égard du Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et présentés en réduction de la dette à long terme et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

INFRASTRUCTURES

Chemins, rues et ponts :	40 ans
Resurfacement :	15 ans
Réseau d'éclairage :	20 ans
Terrain de jeux :	20 ans
Autres :	15, 20 et 40 ans

BÂTIMENTS : 40 ans

VÉHICULES : 10 et 20 ans

AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU

Ameublement :	10 ans
Équipement informatique :	5 ans

MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT

Égout :	20 ans
Voirie :	10 ans
Sécurité civile :	10 ans

Les oeuvres d'art ne sont pas constatés à titre d'immobilisations dans les états financiers, mais sont passés en charge au cours de l'exercice.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fourniture sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateurs;

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
 les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
 les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;
 les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les transferts (subventions) en provenance des gouvernements sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisation déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe l'organisme municipal est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Financement à long terme des activités de fonctionnement – Frais d'émission de la dette à long terme : est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Financement à long terme des activités de fonctionnement – Autres : est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Éléments présentés à l'encontre des DCTP – Financement des activités de fonctionnement : est amorti au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments.

Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de la municipalité portent principalement sur ses prêts, ses placements et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur.

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la municipalité comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la municipalité qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la municipalité doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

Il existe une obligation juridique qui oblige la municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;

L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;

Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;

Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 32 801	64 561
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 32 801	64 561
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 32 801	64 561
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 32 801	42 498
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note**5. Débiteurs**

	2023	2022
Taxes municipales	9 221 910	231 395
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11 2 170 013	2 777 725
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12 276 926	553 852
Organismes municipaux	13 65 906	53 586
Autres		
▪ Mutations	14.1 64 755	32 719
▪ Divers	14.2 342 129	258 103
	15 3 141 639	3 907 380
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16 1 972 568	2 341 764
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20 1 972 568	2 341 764
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22 902 366	946 645
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23 693 584	1 138 546
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24 2 400	7 200
Ministère de la Culture et des Communications	25 411 700	430 000
Autres ministères/organismes	26 159 963	255 334
	27 2 170 013	2 777 725

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
		31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
		35	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
		40	

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'une marge de crédit pour les activités de fonctionnement, au montant autorisé de 1 500 000 \$, dont 1 263 664 \$ est inutilisé au 31 décembre 2023.

Une autre marge de crédit au montant autorisé de 1 849 681 \$ sert de financement temporaire pour un projet qui sera financé à long terme, dont 1 590 099 \$ est inutilisé au 31 décembre 2023.

Elle dispose également d'une marge de crédit supplémentaires pour les activités d'investissement au montant autorisé de 213 442\$, dont 124 701 \$ est inutilisé au 31 décembre 2023.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	174 083	289 711
Salaires et avantages sociaux	42	109 927	79 363
Dépôts et retenues de garantie	43	111 213	131 668
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus à payer	45.1	138 557	138 757
		46	533 780
		533 780	639 499

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	5 016	5 207
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	16 183	20 002
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	24 665	39 631
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Recouvrement branchement égoût	60.1	7 961	7 961
	61	53 825	72 801

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,41	5,54	2024	2048	62	14 091 600	14 810 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			2024	2024	68	1 280	3 841
Autres					69		
					70	14 092 880	14 814 241
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(16 156)	(30 086)
					72	14 076 724	14 784 155

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	6 202 300	1 280		6 203 580
2025	74	438 200			438 200
2026	75	454 400			454 400
2027	76	471 300			471 300
2028	77	488 100			488 100
2029 et plus	78	6 037 300			6 037 300
	79	14 091 600	1 280		14 092 880
Intérêts et frais accessoirs	80				
	81	14 091 600	1 280		14 092 880

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	56 639
Régimes de retraite des élus municipaux	89	15 394
	90	72 033
		39 983
		14 686
		54 669

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98)(
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102				
Eaux usées	103	16 690 977			16 690 977
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	11 157 617	251 327	13 117	11 395 827
Autres					
▪ Autres	105.1	1 617 587	70 916		1 688 503
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	5 685 451	207 698	67 414	5 825 735
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	794 805			794 805
Ameublement et équipement de bureau	110	264 826	12 293		277 119
Machinerie, outillage et équipement divers	111	1 138 272	117 246		1 255 518
Terrains	112	620 113	2 301		622 414
Autres	113				
	114	37 969 648	661 781	80 531	38 550 898
Immobilisations en cours	115	80 089	5 133	(80 531)	165 753
	116	38 049 737	666 914		38 716 651
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117				
Eaux usées	118	3 531 835	452 323		3 984 158
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	1 933 128	321 179		2 254 307
Autres					
▪ Autres	120.1	286 097	60 620		346 717
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	988 205	134 960		1 123 165
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	566 702	36 147		602 849
Ameublement et équipement de bureau	125	145 376	41 052		186 428
Machinerie, outillage et équipement divers	126	565 445	87 330		652 775
Autres	127				
	128	8 016 788	1 133 611		9 150 399
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	30 032 949			29 566 252
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130	10 242			10 242
Amortissement cumulé	131	()	(1 024)	(2 048)	3 072
Valeur comptable nette	132	10 242			7 170

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪	144.1	
Autres		
▪	145.1	
	146	

Note**19. Obligations contractuelles**

Au 31 décembre 2023, la municipalité a des engagements contractuels pour le déneigement, la tenue à jour du rôle d'évaluation, l'utilisation d'un système de repérage, la location de divers équipements, la location de divers véhicules, la location d'un terrain, le soutien technique pour divers logiciels, la réfection de l'aréna régional, la location d'un camion citerne ainsi que des dons à un organisme, au montant total de 1 708 108 \$ jusqu'en 2037. Les versements pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

2024	492 246 \$
2025	350 524 \$
2026	83 670 \$
2027	24 039 \$
2028	21 889 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La municipalité a délégué le pouvoir à la MRC Jardins-de-Napierville pour la gestion des matières résiduelles, pour 2024, le montant de cet engagement s'élève à 537 594 \$.

20. Droits contractuels

Au 31 décembre 2023, la municipalité a des droits contractuelles pour la location de divers emplacements, au montant total de 229 335 \$ jusqu'en 2037. Les sommes à recevoir pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

2024	23 649 \$
2025	23 649 \$
2026	23 649 \$
2027	23 649 \$
2028	20 899 \$
2029 et suivantes	113 841 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S.O

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2023.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Voir note complémentaire 5 pour le détail des débiteurs.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Voir note complémentaire 5 pour le détail des débiteurs.

Voir note complémentaire 10 pour le détail des créditeurs.

Voir note complémentaire 12 pour le détail de la dette à long terme.

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La municipalité est exposée à ces risques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la municipalité a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

La municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

Voir note complémentaire 12 pour le détail de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Opérations non-monétaires

Au cours de l'exercice, la municipalité a fourni gratuitement des locaux à divers organismes pour une juste valeur de 29 575 \$ (30 075 \$ en 2022).

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	4 775 200	4 925 294		4 925 294	4 449 775
Compensations tenant lieu de taxes	15 000	15 088		15 088	14 871
Quotes-parts					
Transferts	350 800	322 136		322 136	357 878
Services rendus	324 500	583 362		583 362	575 320
Imposition de droits	230 000	798 987		798 987	190 892
Amendes et pénalités	15 000	9 333		9 333	11 333
Revenus de placements de portefeuille					
Autres revenus d'intérêts	27 500	47 308		47 308	48 273
Autres revenus	121 000	194 128		194 128	155 569
Effet net des opérations de restructuration					
	5 859 000	6 895 636		6 895 636	5 803 911
Investissement					
Taxes					
Quotes-parts					
Transferts					
Imposition de droits	321 900	276 515		276 515	2 479 785
Autres revenus					
Contributions des promoteurs					
Autres	25 500	56 866		56 866	4 169
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
Effet net des opérations de restructuration					
	347 400	333 381		333 381	2 483 954
	6 206 400	7 229 017		7 229 017	8 287 865
Charges					
Administration générale	955 000	1 044 121	40 273	1 084 394	1 003 753
Sécurité publique	1 040 650	1 254 021	101 908	1 355 929	1 187 764
Transport	904 795	984 946	369 918	1 354 864	1 339 137
Hygiène du milieu	732 140	858 964	437 610	1 296 574	1 095 988
Santé et bien-être	3 600	4 661		4 661	3 842
Aménagement, urbanisme et développement	306 410	302 327		302 327	246 541
Loisirs et culture	792 130	990 085	183 902	1 173 987	1 029 309
Réseau d'électricité					
Frais de financement	473 775	534 069		534 069	513 792
Effet net des opérations de restructuration					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés					
		1 133 611	1 133 611		
	5 208 500	7 106 805		7 106 805	6 420 126
	997 900	122 212		122 212	1 867 739
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	997 900	122 212	1 867 739
Moins : revenus d'investissement	2 (	347 400)(	333 381)(	2 483 954)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	650 500	(211 169)	(616 215)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 133 611	1 101 152
Produit de cession	5		20 099	
(Gain) perte sur cession	6		(20 099)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 133 611	1 101 152
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		29 900	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	606 500)(	569 120)(	544 122)
	18	(606 500)	(539 220)	(544 122)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (		32 150)(	58 811)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			147 472
Excédent de fonctionnement affecté	21			25 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(44 000)	(45 072)	(61 555)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		10 297	70 475
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(44 000)	(66 925)	122 581
	26	(650 500)	527 466	679 611
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		316 297	63 396

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	333 381	2 483 954
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	71 094)(	10 681)
Sécurité publique	3 (	36 876)(	103 532)
Transport	4 (	259 645)(	462 921)
Hygiène du milieu	5 (	26 457)(	81 707)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	50 774)
Loisirs et culture	8 (	272 842)(	945 811)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	666 914)(	1 655 426)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	187 000	430 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	32 150	58 811
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	28 603	36 725
	19	60 753	95 536
	20	(419 161)	(1 129 890)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(85 780)	1 354 064

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 597 500	1 864 971	1 604 874
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	346 495	385 814	320 896
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	1 951 305	2 233 778	2 485 627
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	373 687	440 552	414 955
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	46 500	33 827	48 408
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	53 588	59 690	50 429
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	744 925	743 594	226 786
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	94 500	210 241	165 378
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 133 611	1 101 152
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
•	21,1		727	1 621
	22	5 208 500	7 106 805	6 420 126

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 94 739	63 343
Excédent de fonctionnement affecté	2 255 000	
Réserves financières et fonds réservés	3 140 906	94 537
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (103 438) (	78 849)
Financement des investissements en cours	5 (322 747)	(236 968)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 17 491 801	17 591 986
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 17 556 261	17 434 049
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 94 739	63 343
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	
	11 94 739	63 343
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
- Budget 2024	12.1 255 000	
	13 255 000	
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
•	14.1	
	15	
	16 255 000	

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Vidange des boues	17.1 34 353	34 353
	18	34 353
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21 13 144	675
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23 81 409	51 509
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29 12 000	8 000
Autres		
▪	30.1	
	31	106 553
	32	140 906
		60 184
		94 537

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	45 806)(
Autres	55 ()(
▪ Honoraires professionnels	56.1 (	60 178)(
	57 (	105 984)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	2 546
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	12 843
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	2 546
	64 (	103 438)(
		78 849)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	1 038
Investissements à financer	66 (322 747)(	238 006)
	67 (322 747)	(236 968)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 29 566 252	30 032 949
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 29 566 252	30 032 949
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 29 566 252	30 032 949
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (14 076 724)(	14 784 155)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (16 156)(	30 086)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 1 972 568	2 341 764
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 45 806	31 514
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80 55	
	81 (12 074 451)(	12 440 963)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (12 074 451)(	12 440 963)
	84 17 491 801	17 591 986

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()	()
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	()	()
Rendement espéré des actifs	33		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8	43		
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA du nouveau volet	46		
DMERCA de l'ancien volet	47		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques	52.1		
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
▪			
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
▪			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	56 639	39 983
Autres régimes	115		
	116	56 639	39 983

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6	6
Description du régime			
		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	4 053	2 723
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	15 394	14 686
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	15 394	14 686

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 633 000	3 667 088	3 386 980
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 633 000	3 667 088	3 386 980
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12			
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	241 500	240 986	237 511
Matières résiduelles	15	475 500	482 106	329 876
Autres				
▪ Cours d'eau	16.1		92 612	32 798
▪ Vidange des boues	16.2		42	34 705
Centres d'urgence 9-1-1	17		17 338	16 106
Service de la dette	18	425 200	425 122	411 799
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 142 200	1 258 206	1 062 795
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 142 200	1 258 206	1 062 795
	27	4 775 200	4 925 294	4 449 775

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31	3 693	4 726
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	11 395	10 145
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	15 000	15 088
			14 871
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	15 000	15 088
			14 871

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			5 611
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49	10 000		
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	38 500	54 635	128 242
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65	32 800	20 993	34 846
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	110 000	7 885	13 481
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	45 000	56 276	39 413
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	4 600	4 464	4 688
Autres	83	53 700	29 170	
Réseau d'électricité	84			
	85	294 600	173 423	226 281

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86	96 000	48 572	
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	50 000	45 519	2 049 785
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102			
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120	145 900	165 924
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122	30 000	16 500
Réseau d'électricité	123		430 000
	124	321 900	2 479 785

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129		92 467	86 493
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	56 200	56 246	45 104
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	56 200	148 713	131 597
TOTAL DES TRANSFERTS	136	672 700	598 651	2 837 663

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	97 000	199 659	169 216
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	97 000	199 659	169 216
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168		
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170		
Autres	171		
	172		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173		
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176		
Réseau d'électricité	177		
	178	97 000	199 659
			169 216

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	179		
Évaluation	180		
Autres	181	1 889	1 779
	182	1 889	1 779
Sécurité publique			
Police	183		
Sécurité incendie	184		
Sécurité civile	185		
Autres	186		
	187		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	188		20 862
Enlèvement de la neige	189		
Autres	190		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	191		
Transport adapté	192		
Transport scolaire	193		
Autres	194		
Autres	195		
	196		20 862
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197		
Réseau de distribution de l'eau potable	198		
Traitement des eaux usées	199		
Réseaux d'égout	200	8 167	25 393
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	201		
Matières recyclables	202		
Autres	203		
Cours d'eau	204		
Protection de l'environnement	205		
Autres	206	23 670	21 526
	207	31 837	46 919

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	208		
Sécurité du revenu	209		
Autres	210		
	211		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	212	9 841	47 770
Rénovation urbaine	213		
Promotion et développement économique	214		
Autres	215	3 149	7 874
	216	12 990	55 644
Loisirs et culture			
Activités récréatives	217	227 500	280 900
Activités culturelles			
Bibliothèques	218		
Autres	219		
	220	227 500	280 900
Réseau d'électricité			
	221		
	222	227 500	406 104
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	324 500	575 320

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	30 000	22 933	17 915
Droits de mutation immobilière	225	200 000	776 054	172 977
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	230 000	798 987	190 892
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	15 000	9 333	11 333
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	27 500	47 308	48 273
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		20 099	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239	25 500	56 866	4 169
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	121 000	174 029	155 569
	242	146 500	250 994	159 738
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
1	181 900	174 190		174 190	166 011
2	4 000	7 264		7 264	5 053
3	715 000	812 992	40 273	853 265	783 824
4	54 100	49 675		49 675	48 865
5					
6.1					
7	955 000	1 044 121	40 273	1 084 394	1 003 753
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
8	550 000	566 979		566 979	529 789
9	480 050	677 889	97 227	775 116	648 905
10	8 000	8 953		8 953	4 189
11	2 600	200	4 681	4 881	4 881
12	1 040 650	1 254 021	101 908	1 355 929	1 187 764
TRANSPORT					
13	533 695	604 371	369 918	974 289	1 026 038
14	336 600	331 268		331 268	273 571
15	23 500	38 432		38 432	33 968
16					
17	11 000	10 875		10 875	5 560
18					
19					
20					
21	904 795	984 946	369 918	1 354 864	1 339 137

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Budget 2023		Réalisations 2023		Réalisations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22				
Réseau de distribution de l'eau potable	23				
Traitement des eaux usées	24	57 520	58 455	4 137	62 592
Réseaux d'égout	25	109 320	169 107	433 473	602 580
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26	235 420	247 730		247 730
Élimination	27				77 547
Matières recyclables					164 819
Collecte sélective					
Collecte et transport	28	146 945	121 945		121 945
Tri et conditionnement	29				71 197
Matières organiques					30 236
Collecte et transport	30	111 500	111 500		28 754
Traitement	31				
Matériaux secs	32	43 735	43 735		16 927
Autres	33				6 677
Plan de gestion	34				
Autres	35				
Cours d'eau	36	16 000	102 286		47 282
Protection de l'environnement	37	11 700	4 206		4 206
Autres	38				10 631
	39	732 140	858 964	437 610	1 296 574
					1 095 988
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	40				
Sécurité du revenu	41				
Autres	42	3 600	4 661		3 842
	43	3 600	4 661		3 842

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
44 Aménagement, urbanisme et zonage	287 710	285 037		285 037	229 596
45 Rénovation urbaine					
46 Biens patrimoniaux					
47 Autres biens					
Promotion et développement économique					
48 Industries et commerces	18 700	17 290		17 290	16 945
49 Tourisme					
50 Autres					
Autres	306 410	302 327		302 327	246 541
LOISIRS ET CULTURE					
52 Activités récréatives	213 710	233 019	115 841	348 860	337 441
53 Centres communautaires	12 850	11 732		11 732	14 441
54 Patinoires intérieures et extérieures					
55 Piscines, plages et ports de plaisance	110 600	121 844		121 844	85 895
56 Parcs et terrains de jeux					
57 Parcs régionaux					
58 Expositions et foires	206 950	325 707		325 707	302 181
Autres	544 110	692 302	115 841	808 143	739 958
60 Activités culturelles					
61 Centres communautaires	183 680	195 955	37 553	233 508	183 420
Bibliothèques					
62 Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	50 400	57 060	21 385	78 445	60 600
63 Autres ressources du patrimoine	13 940	44 768	9 123	53 891	45 331
64 Autres	248 020	297 783	68 061	365 844	289 351
Autres	792 130	990 085	183 902	1 173 987	1 029 309

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	68	420 187	460 452	460 452	433 961
Autres frais	69		13 927	13 927	29 402
Autres frais de financement	70				
Avantages sociaux futurs	71	53 588	59 690	59 690	50 429
Autres	72	473 775	534 069	534 069	513 792
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		1 133 611 (	1 133 611)	

